



PROJET DE DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

FINANCES 1.4

N° : 2025-04-12

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 33
Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE CINQ AVRIL

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :
28 mars 2025

Date d'affichage :
28 mars 2025

VOTE :

pour : 29

contre : 1
PM. SALLE

Abstentions : 2
D. PEREIRA
L. TCHARLAIAN

Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN, Adjoints au Maire
Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Gilbert MINELLI, Patricia BIZOUERNE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Patricia DJOSSOUVI, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

Absents et représentés : Sacha CAUDRON (pouvoir à Jean-Michel GENESTIER), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Didier BELOT (pouvoir à Arlette ACOCA).

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

VOTE DES TAUX D'IMPOSITIONS 2025

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

Conformément aux dispositions de l'article 1639 A du Code Général des Impôts (CGI), le 15 avril est la date limite de notification au directeur départemental des finances publiques par le représentant de l'État, des taux de fiscalité directe locale votés par les collectivités locales.

Ce délai légal implique que les taux d'imposition doivent être adoptés avant cette date.

Le vote des taux d'imposition par une collectivité doit obligatoirement faire l'objet d'une délibération spécifique distincte du vote du budget, et ce, même si les taux restent inchangés. Cette obligation résulte de l'application de l'article 1636 sexies du CGI, confirmé par le Conseil d'État (CE, 3 décembre 1999, n°168408, Phelouzat).

Les élus de la ville du Raincy, soucieux de maîtriser la pression fiscale à l'échelle communale, ont fait le choix de baisser le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties de 0,3% en 2022,

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20250408-2025-04-12-DE
Date de télétransmission : 08/04/2025
Date de réimpression : 08/04/2025

puis de 0,1% en 2023, puis 0,4% en 2024. La baisse envisagée est de 0,2% en 2025. Ainsi, sur le mandat, la baisse cumulée est de 1%.

Dans le cadre du projet de budget primitif 2025, il est proposé au Conseil Municipal de :

- Baisser le taux de taxe foncière sur le bâti de 0,2 %
- Baisser le taux de taxe foncière sur le non-bâti de 0.2%

	TAUX	TAUX	TAUX	TAUX	TAUX	Baisse depuis
	2021	2022	2023	2024	2025	2021
Taxe foncière sur le bâti	31,94	31,64	31,54	31,14	30,94	-1%
Taxe foncière sur le non bâti	23,38	23,08	22,98	22,58	22,38	-1%

En outre, la collectivité depuis 2023 retrouve un taux sur la taxe d’habitation sur les résidences secondaires. Or, le lien de taux décidé par le législateur oblige à diminuer le taux de taxe d’habitation sur les résidences secondaires dans les mêmes proportions que la taxe foncière sur les propriétés bâties.

	TAUX	TAUX	TAUX
	2023	2024	2025
Taxe habitation sur les residences secondaires	28,28	27,92	27,74

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :

ARTICLE UNIQUE : DE FIXER ainsi qu’il suit les taux pour l’année 2025 :

Taxe Foncière sur les propriétés bâties	30,94 %
Taxe Foncière sur les propriétés non bâties	22,38 %
Taxe d’habitation sur les residences secondaires	27.74 %

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
susdits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME




Jean-Michel GENESTIER,
Maire du Raincy

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20250408-2025-04-12-DE
Date de télétransmission : 08/04/2025
Date de réception préfecture : 08/04/2025